



Le 24 novembre 2015

A l'attention de Mr GIRAUD
Président du Département du Var

LETTRE OUVERTE

*du Syndicat CGT des Personnels du Département du VAR
A Monsieur le Président du Département du Var*

Monsieur le Président,

Notre organisation syndicale est appelée à siéger les 27 Novembre et 8 Décembre 2015 en instances paritaires (CHSCT et CT) pour émettre un avis sur pas moins de 5 réorganisations de directions et concernant environ 500 agents.

Force est de constater que ces réorganisations répondent à des logiques institutionnelles auxquelles les agents se voient contraints d'adhérer, pour la majorité sans information (ou avec une information tronquée), ni participation.

Certaines présentations de ces réorganisations prennent la forme de « caricature de concertation », impactant doublement les agents et laissant penser qu'ils ne seraient pas participants, portant de fait atteinte à leur capacité de penser un projet, des propositions et du changement.

Ces évolutions, qui ont un impact considérable sur le rapport au travail et le service public, sont cependant réfléchies, pensées et théorisées à travers le management et, c'est dans cette logique que l'ensemble des cadres de la collectivité est convié à des formations de management.

Dans ce contexte, le management devient avant tout une technique d'organisation, de gestion qui poursuit un objectif : faire plus avec moins, c'est-à-dire mobiliser le maximum d'énergie des agents pour répondre aux objectifs de performance, de rationalité, de rentabilité qui président aujourd'hui au management public dans un contexte d'individualisation, de concurrence et de libéralisme.

Ces logiques managériales viennent percuter les valeurs portées très majoritairement par les agents du service public : les valeurs républicaines que sont notamment l'égalité, la solidarité, mais aussi la continuité du service public.

Pour le syndicat CGT, ces réorganisations conduites « à la hussarde » ou sous forme de « simulacre », sont le fruit d'un management mettant à mal les conditions de travail, la santé des agents et le service public.

Nous sommes, aujourd'hui, face à des restructurations importantes de services, des redéfinitions de métiers, des mobilités parfois non choisies dans lesquelles sont mis en œuvre des processus d'individualisation et d'atomisation des espaces collectifs (primordiaux dans la régulation de la souffrance au travail).

Cette situation est source d'incompréhensions, de nombreuses souffrances, les agents finissant par intérioriser leur souffrance comme un symptôme de leur défaillance, intégrant la conviction qu'ils ne sont pas à la hauteur, trop fragiles ou dans l'incapacité de penser un projet ou de s'adapter.

Pour la CGT, ce nouveau mode de gouvernance est improductif tant pour les individus, les équipes que pour la mission de service public créant alternativement de la colère ou de la souffrance chez les agents.

Monsieur le Président, au cours de votre présidence des instances paritaires, vous avez été le promoteur d'une démocratie participative visant à associer les agents à toute(s) réorganisation(s), projet de service, promouvant et valorisant le bien-être au travail des agents de notre collectivité.

Aujourd'hui, par cette lettre ouverte, nous vous alertons sur cette nouvelle forme de gouvernance de notre collectivité malmenant les agents, qu'ils soient de terrain ou cadres intermédiaires, et portant atteinte à la finalité et au sens du travail.

En effet, ces nouvelles méthodes de management participent à transformer en profondeur le contenu du travail et le service public tel que nous le concevons.

C'est la raison pour laquelle nous ne cesserons jamais de rappeler ce qu'est pour nous le service public : un bien commun à tous et toutes, garant de la solidarité et de l'égalité, et que défendre les agents et le service public, c'est aussi défendre une vision de la société plus juste, plus humaine et plus égalitaire.

Ce sont ces valeurs-là que nous portons au quotidien, et que nous défendrons toujours, envers et contre tout.

Monsieur le Président, les personnels ont besoin d'être rassurés dans un contexte de grande instabilité (sociale, politique, économique...) et attendent d'être entendus et considérés dans toutes les dimensions de leur vie au travail, que ce soit dans l'exercice de leurs missions comme dans les projets de réorganisations.

Veillez croire, Monsieur le Président, en l'expression de nos respectueuses salutations syndicales.

Anne-Sylvie BERTHET
Secrétaire Générale
Syndicat CGT des Personnels
Du Département du Var